

Les statistiques relatives aux collectivités locales : les dépenses des départements et du bloc communal pour illustrer les politiques publiques territoriales dans le domaine de la solidarité en Bourgogne Franche-Comté

19 octobre 2023

Luc Brière

Chef du département des études et des statistiques locales
Direction générale des collectivités locales

Plan

- I - L'information statistique relative aux collectivités locales : un univers très riche mais dont l'appropriation reste encore perfectible
- II - Les données et statistiques sur les dépenses des collectivités locales : une première approche pour illustrer les politiques publiques dans les territoires dans le domaine de la santé – action sociale en Bourgogne-Franche-Comté
- III - Les canaux d'information et de valorisation de ces résultats / données

Introduction

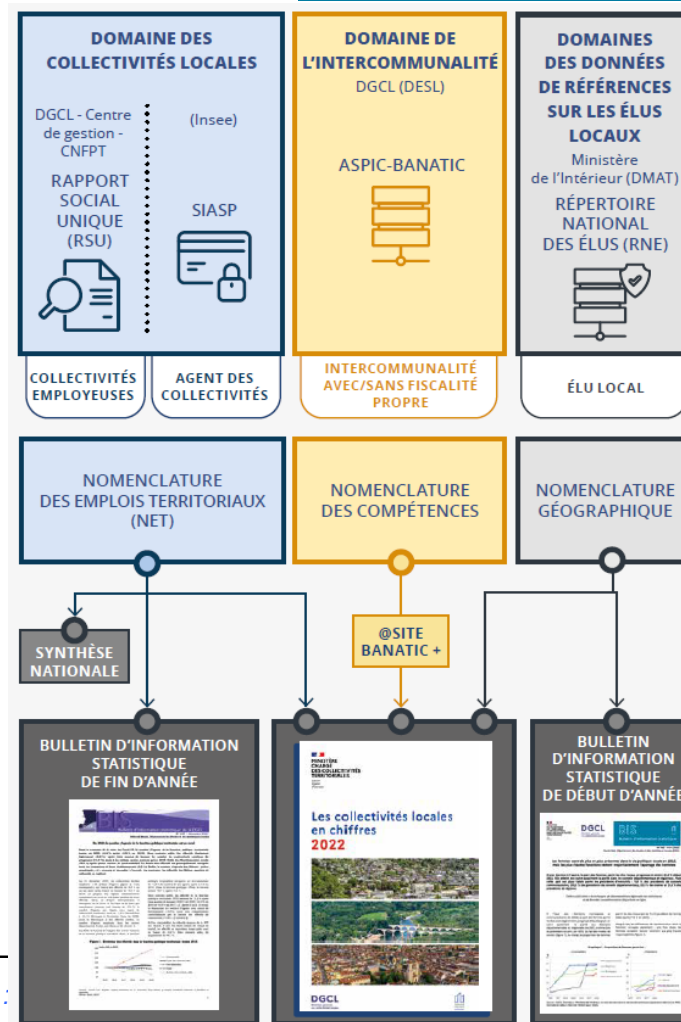
- Le service statistique ministériel (SSM) de la DGCL
- Appartient au service statistique public, avec les autres SSM et l'Insee (coordination par l'Insee)
- Double mission : appui en interne à la DGCL (fournitures d'analyses et de données) et production d'études et de données pour l'ensemble des utilisateurs externes
- Champs couverts : structures territoriales, finances et fiscalité locales, emploi et rémunération des agents des collectivités, élus locaux

I - Les statistiques publiques disponibles sur les collectivités : bref panorama

A - Le champ des statistiques financières et fiscales sur les collectivités locales



B- Les autres thématiques : emploi, intercommunalités, élus locaux



C - D'autres acteurs / d'autres données

La DREES (santé / solidarité) :

- recueille chaque année des informations agrégées sur les moyens engagés et les actions menées par les départements en matière d'insertion des bénéficiaires du RSA, d'accompagnement des personnes handicapées ou en perte d'autonomie, de protection de l'enfance, de protection maternelle et infantile ainsi que sur d'autres activités d'action sociale.
- recueil de données individuelles se met en place, afin d'enrichir les analyses par un suivi des parcours de ces bénéficiaires.
- s'agissant des communes et intercommunalités, la Drees élabore ponctuellement des enquêtes et travaux d'analyse sur l'action sociale de ces collectivités.

L'Insee : richesse des informations statistiques produites et mises à disposition en matière notamment de contexte socio-économique des territoires (recensement de la population, revenus des habitants, emploi localisé, tissu économique local, zonages d'études,...).

NB : pour aller plus loin sur le décryptage des statistiques relatives aux collectivités locales :

<https://www.insee.fr/fr/information/6665184?sommaire=6665196>

II – Les dépenses par fonction des collectivités pour appréhender les politiques publiques dans les territoires

A – Les dépenses par fonction : de quoi parle-t-on ?

- Ventilation fonctionnelle à la fois pour les dépenses courantes (fonctionnement) et les dépenses d'investissement
- Concerne toutes les collectivités sauf les communes de moins de 3 500 habitants
- Qualité de l'information saisie par les collectivités est hétérogène
- Budget voté à partir des comptes par nature

La nomenclature fonctionnelle utilisée pour la diffusion

Services généraux

Opérations non ventilables
Administration générale
Conseils, assemblée locale
Coopération décentralisée et actions
internationales

Sécurité et salubrité publiques

Incendie et secours
Autres sécurité

Enseignement, formation et apprentissage

Services communs (enseignement)
Enseignement du premier degré
Enseignement du second degré
Enseignement supérieur, professionnel et continu
Autres services annexes de l'enseignement

Culture, vie sociale, sport et jeunesse

Services communs et vie sociale
Culture
Sports
Jeunesse et loisirs

Santé, action sociale

Santé

Action sociale (hors APA et RSA)

dont : services communs action sociale

: famille et enfance

: personnes âgées

: personnes handicapées

: autres interventions sociales

Personnes dépendantes (APA)

dont : services communs APA

: à domicile

: versée aux bénéficiaires en établissement

: versée aux établissements

RSA et RMI

dont : RSA-insertion sociale

: RSA-insertion professionnelle

: RSA-allocations

: RSA-autres

Aménagement des territoires et habitat

Services communs et sécurité
Aménagement des territoires
Habitat

Environnement

Services communs et actions transversales
Actions en matière de déchets et propreté urbaine
Actions en matière de gestion des eaux
Autres actions environnementales

Transports, routes et voiries

Services communs (transports)
Transports scolaires
Transports publics (hors scolaire)
Routes et voiries
dont : voirie départementale

: autres services

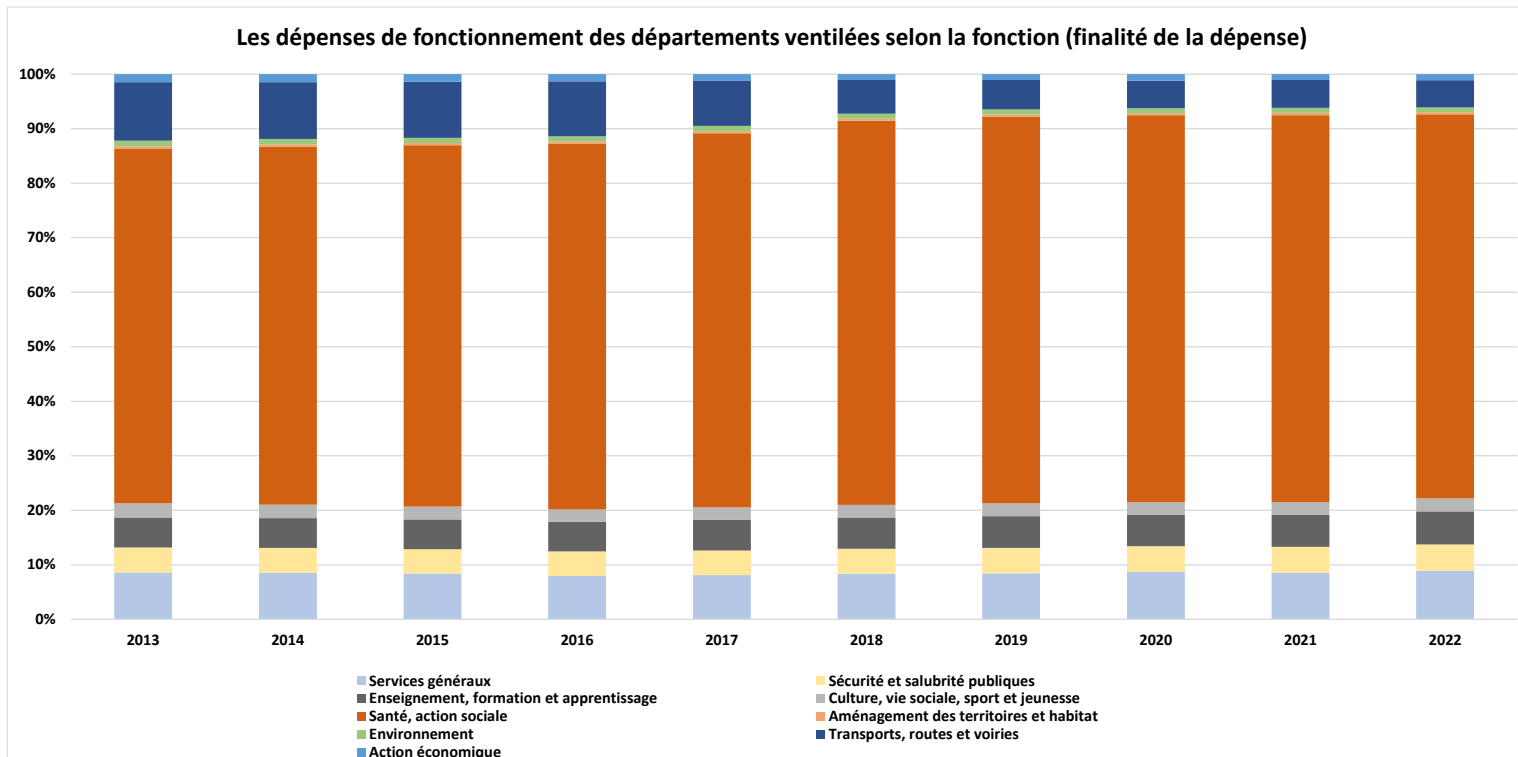
Infrastructures de transport (gares, ports etc.)

Action économique

Services communs (y compris R & D)
Agriculture, pêche et agro-alimentaire
Industrie, commerce et artisanat
Développement touristique

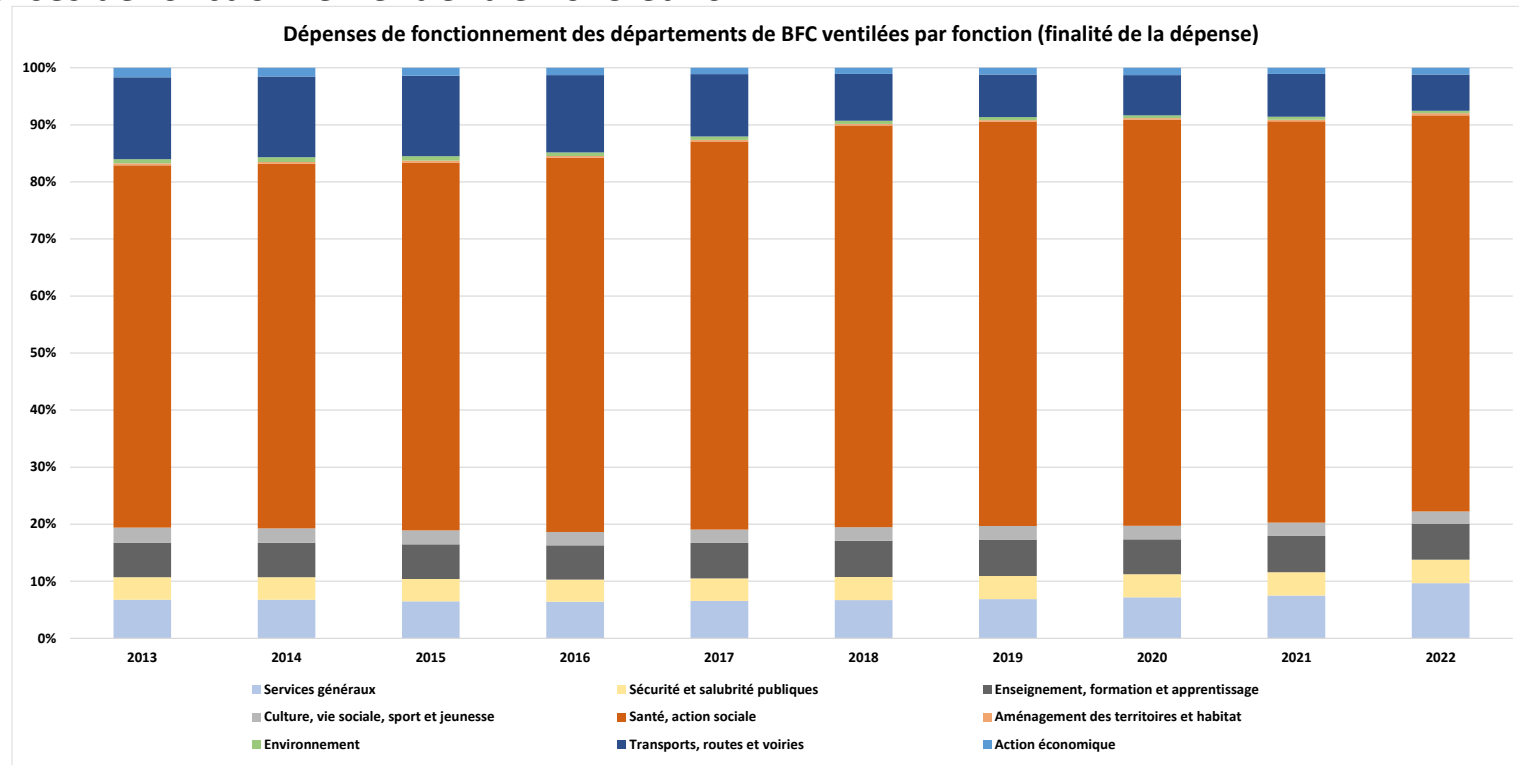
B - Les dépenses de fonctionnement des départements par fonction

- France : les dépenses en santé, action sociale passent de 65% du total des dépenses de fonctionnement en 2013 à 70% en 2022



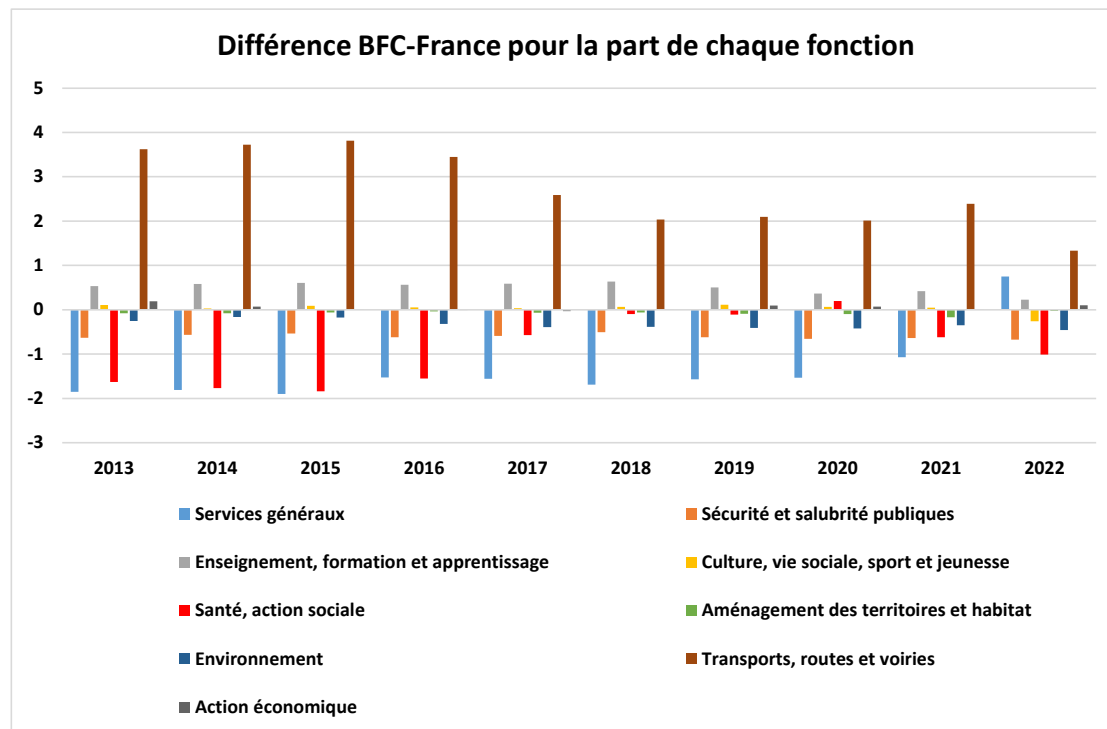
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Départements de BFC : la part de la fonction santé, action sociale, passe de 63% à 69% du total des dépenses de fonctionnement entre 2013 et 2022



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

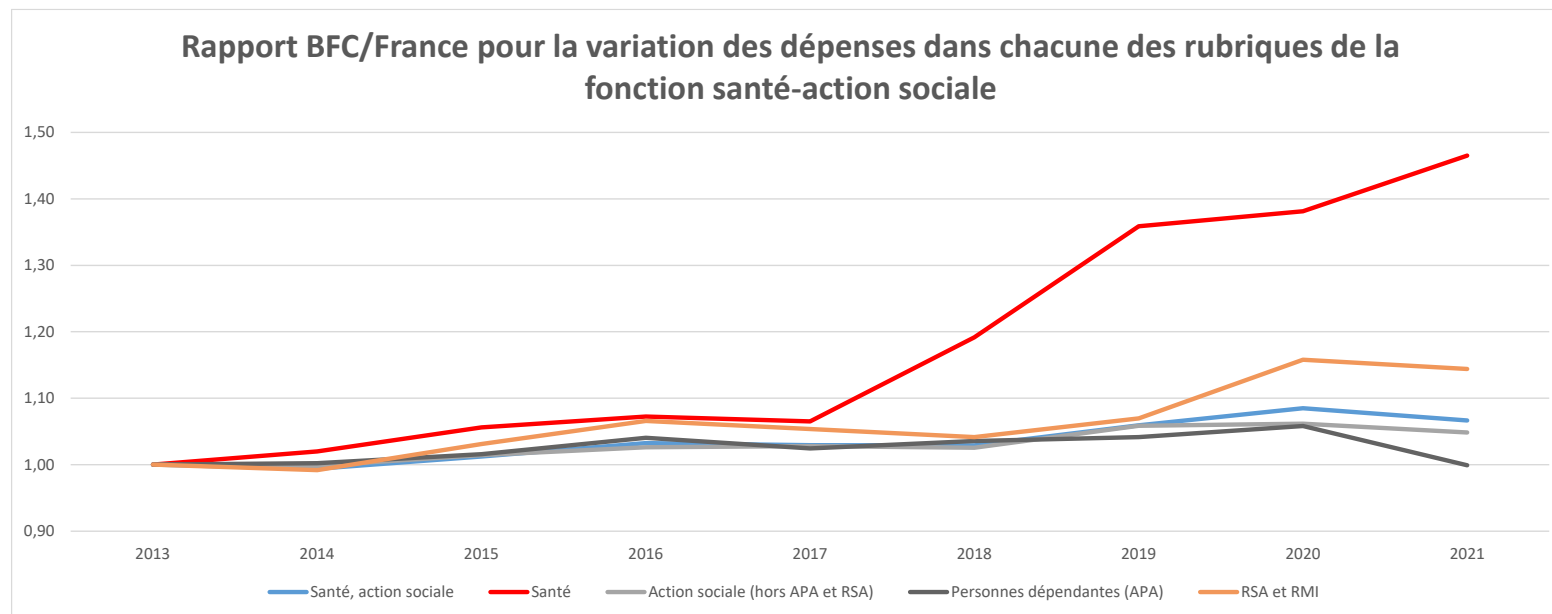
Écart BFC par rapport à la moyenne nationale : tendance à la réduction des écarts, notamment pour la fonction santé, action sociale



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Ecart BFC / France en évolution par rubrique de la fonction santé-action sociale :

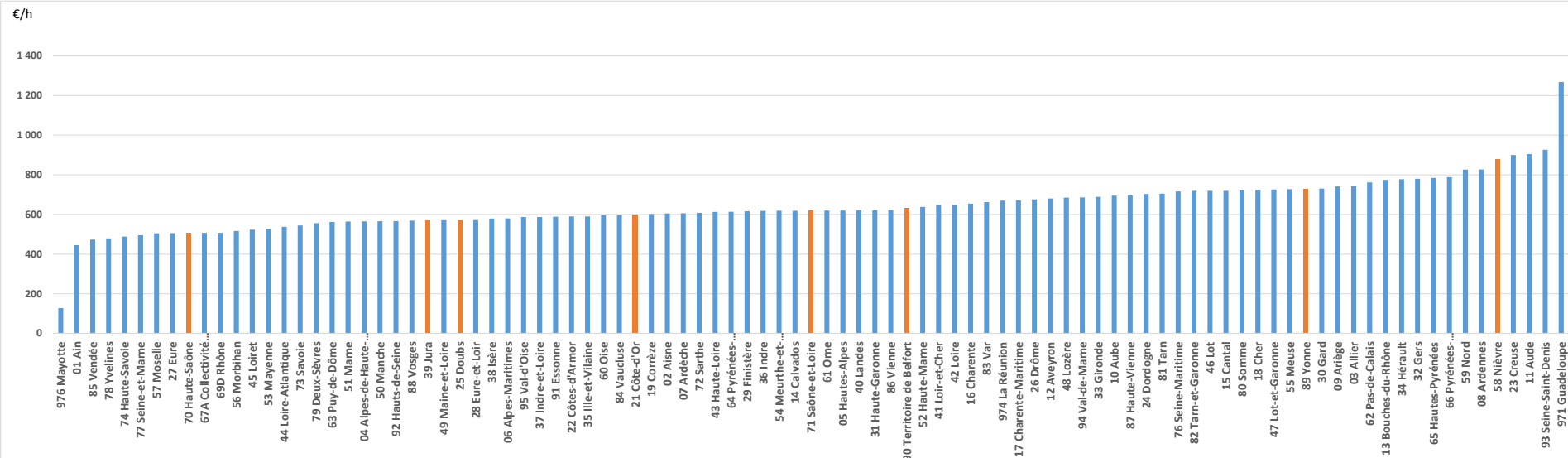
→ sur la période 2013-2021 les dépenses en santé-action sociale des départements de BFC ont cru plus rapidement en moyenne qu'au niveau national (+8%). Rubrique « santé » représente un poste assez faible en termes de poids dans le total



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Répartition des dépenses de fonctionnement en santé et action sociale des départements en 2021 en euros par habitant (en orange, les 8 départements de BFC)

→ Pour la BFC : minimum en Haute-Saône avec 507 € / hab. et maximum dans la Nièvre avec 879 € / hab.
(médiane de l'ensemble des départements français : 620 €)

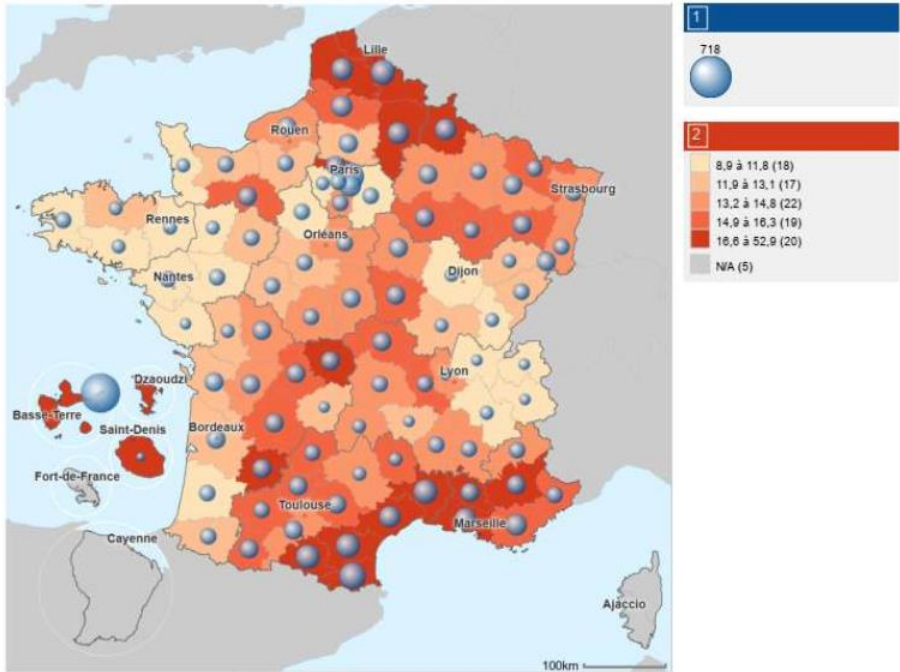


Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Des éléments explicatifs : niveau de pauvreté de la population et part des personnes âgées dans la population

DES COLLECTIVITÉS

Carte 1 : Dépenses de fonctionnement par habitant en RSA en 2021 et taux de pauvreté en 2020

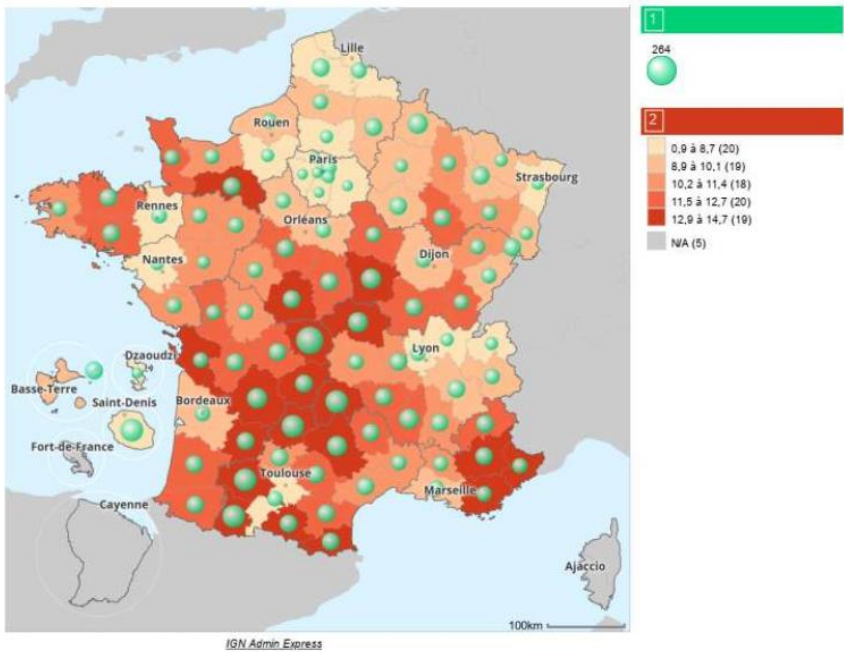


1 Dépenses de fonctionnement par habitant en RSA en 2021 (€/h)

Source : Source : DGCL. Données DGFIP, compte de gestion.

2 Taux de pauvreté en 2020 (%)

Carte 2 : Dépenses de fonctionnement par habitant en aide personnalisée d'autonomie des départements en 2021 et part de la population âgée de 75 ans ou plus en 2021.



1 Dépenses de fonctionnement par habitant en aide personnalisée d'autonomie en 2021 (€/h)

Source : Source : DGCL. Données DGFIP, compte de gestion.

2 Part de la population âgée de 75 ans ou plus en 2021 (%)

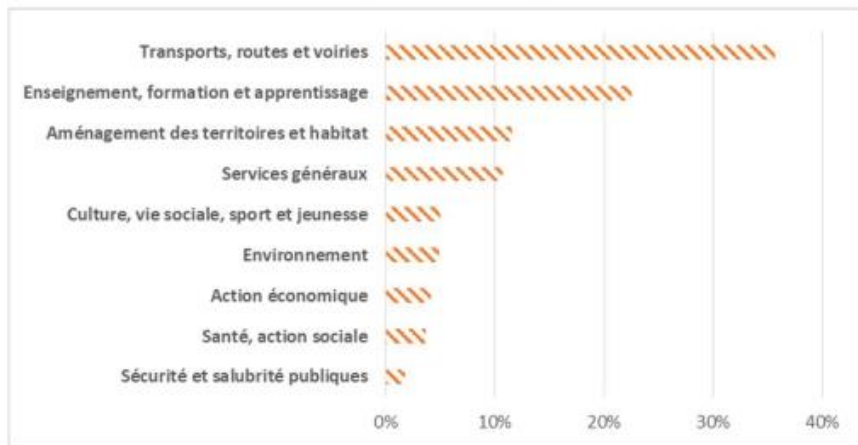
Source : Insee.

Pour aller plus loin : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2023/BIS_171_fonc_dept%20VF2.pdf

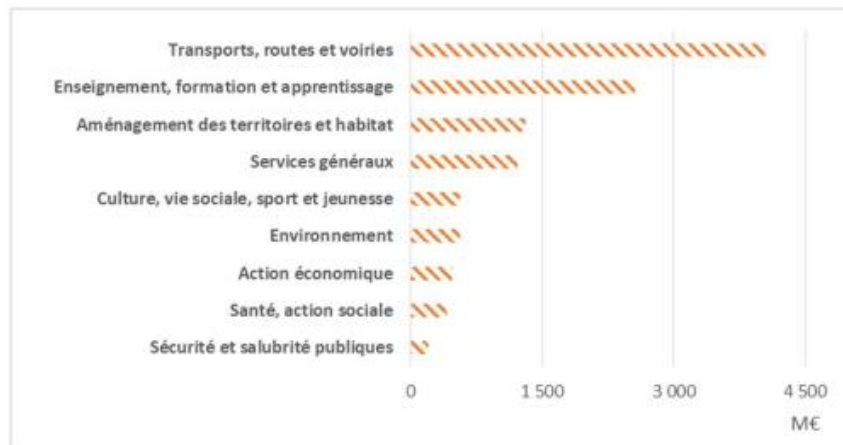
C - Les dépenses d'investissement selon la fonction (France)

→ Les dépenses d'investissement en santé-action sociale : un poste de dépenses faible (moins de 5% du total)

3a : en pourcentage



3b : en millions d'euros



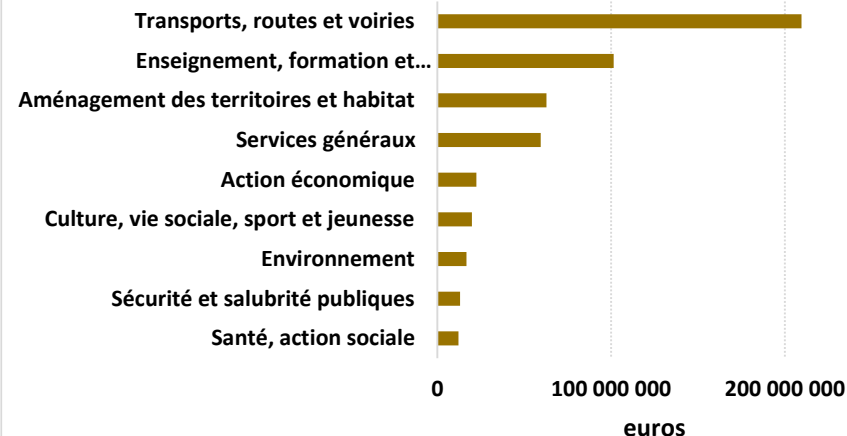
Source : DGCL. Données DGFIP, compte de gestion - budgets principaux, opérations réelles

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

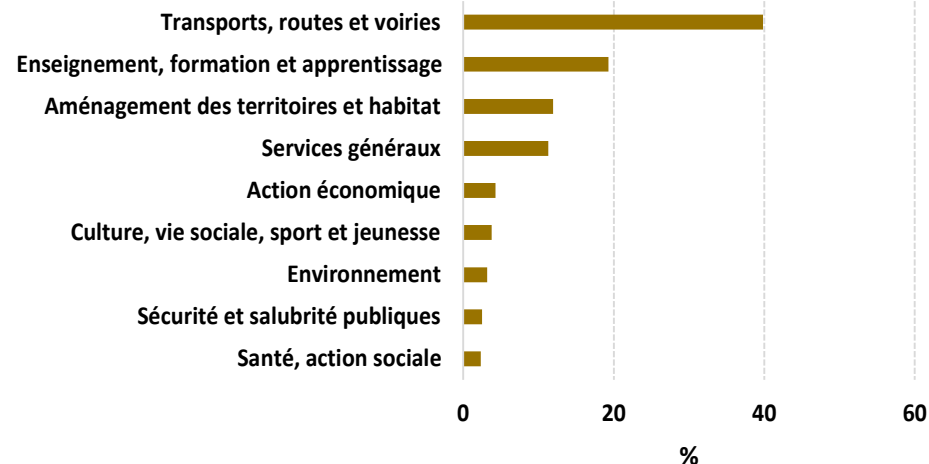
Les dépenses d'investissement selon la fonction (BFC)

→ Les dépenses d'investissement en santé-action sociale en BFC : un poste de dépenses encore plus faible qu'au niveau national (2%)

Dépenses d'investissement selon la fonction pour les départements de BFC (en euros)



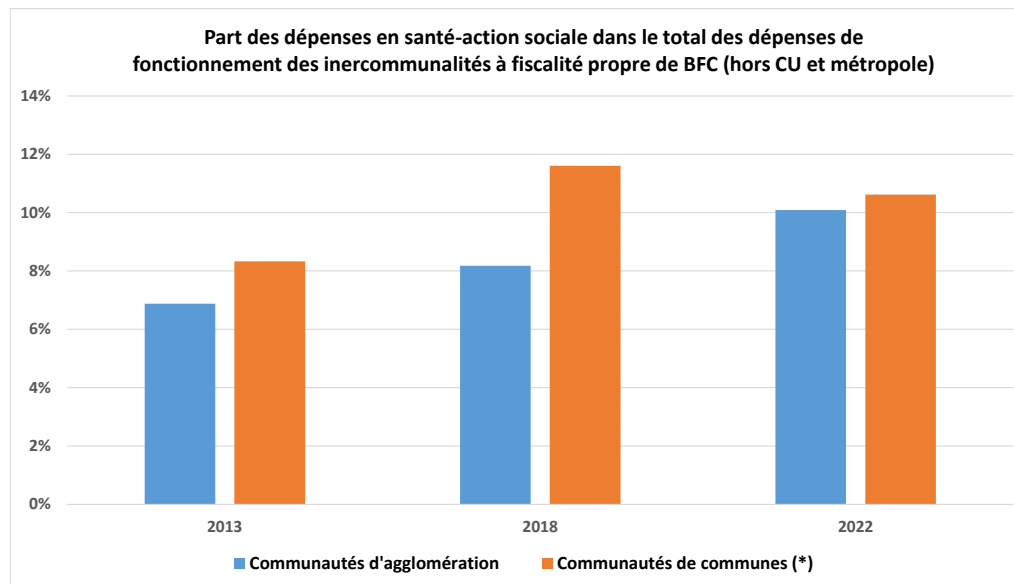
Dépenses d'investissement selon la fonction pour les départements de BFC (en %)



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

D - Les dépenses par fonction des intercommunalités en BFC

→ Part plus élevée des dépenses en santé-action sociale pour les communautés de communes (et en hausse par rapport à 2013 - territoires plus ruraux)

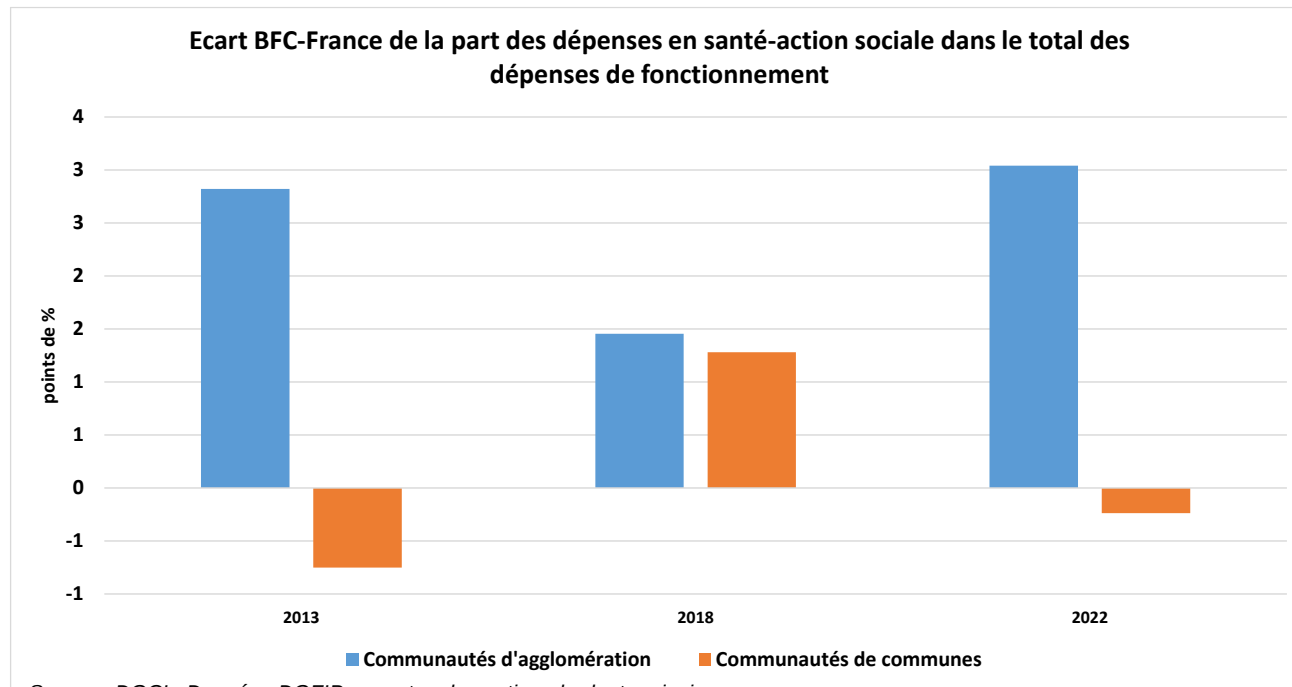


(*) communautés de communes ayant au moins une commune de plus de 3 500 habitants

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Les dépenses en santé-action sociale des intercommunalités en BFC : écart par rapport à la moyenne nationale

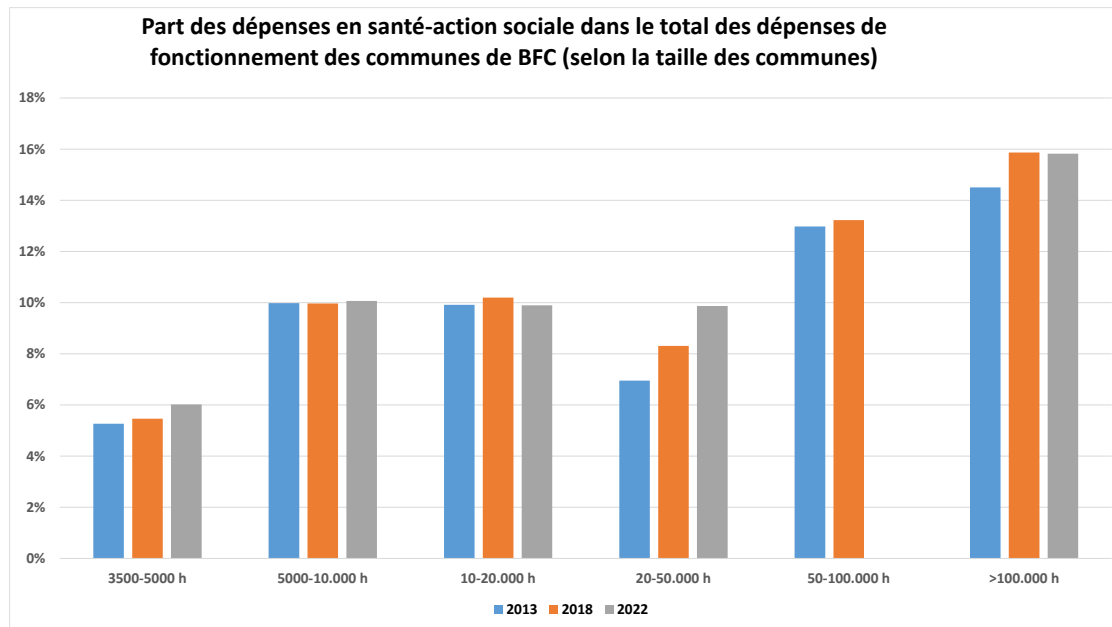
→ Mais les communautés d'agglomération de BFC ont tendance à dépenser plus qu'au niveau national en santé-action sociale



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

E - Les dépenses par fonction des communes en BFC

- Part des dépenses en santé-action sociale croissante globalement selon la taille de la commune
- Hausse la plus forte entre 2013 et 2022 pour les communes de 20 000 à 50 000 habitants

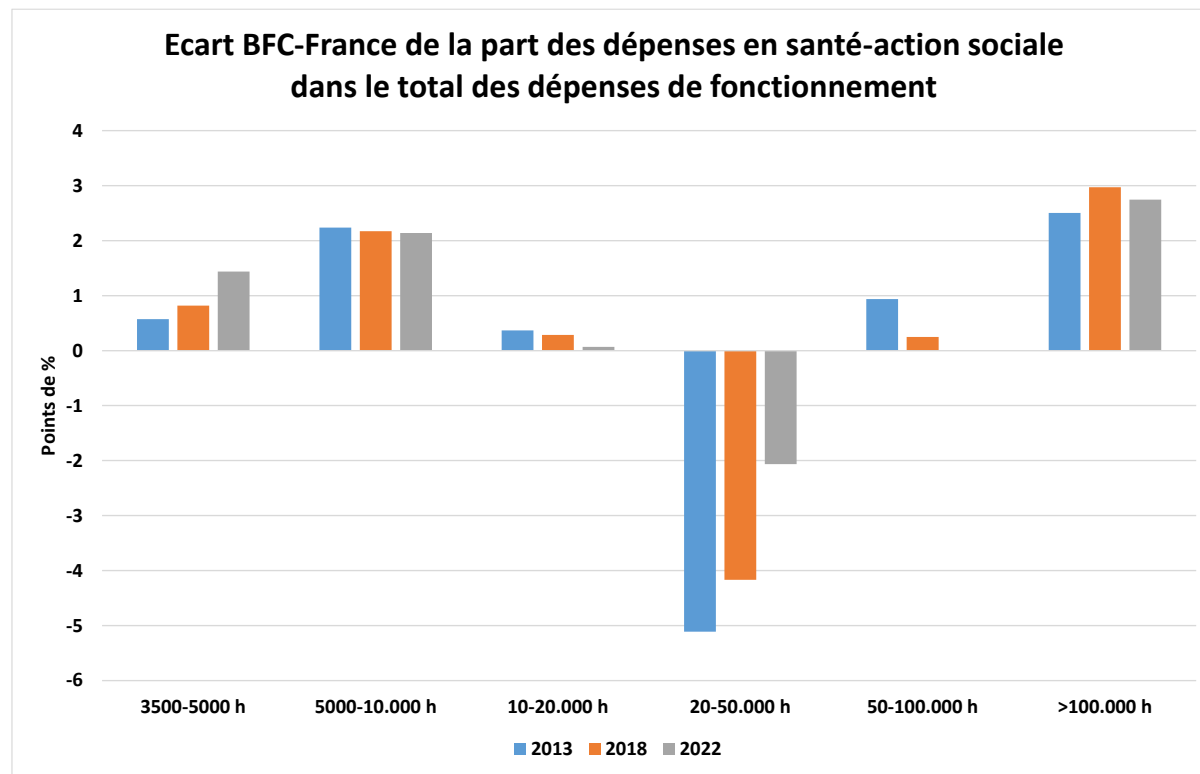


Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

Les dépenses en santé-action sociale des communes en BFC : écart par rapport à la moyenne nationale

→ Communes de 5 000 à 10 000 hab. et celles de plus de 100 000 hab. : part supérieure à la moyenne nationale

→ Communes de 20 000 à 50 000 hab. : rattrapage par rapport à la moyenne nationale



Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

III – Les canaux d’information et de valorisation de ces données et résultats statistiques sur les collectivités locales

A – <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales>

- Bulletins d’information statistiques (BIS)
- Collectivités locales en chiffres (annuaire statistique)
- Rapport pour l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales
- Tableaux détaillés sur les finances locales selon le niveau de collectivité : dépenses / recettes département par département ou commune et EPCI selon la taille (population)

Sources : Bilans Sociaux 2019

III – Les canaux d’information et de valorisation de ces données et résultats statistiques sur les collectivités locales

B – <https://www.open-collectivites.fr/>

- Portail fédérateur d’informations statistiques déjà existantes
- Recommandation du CNIS de 2019
- Partie chiffres-clés par collectivité
- Partie mettant en avant des publications de la statistique publique sur un thème pré-sélectionné

Sources : Bilans Sociaux 2019

III – Les canaux d’information et de valorisation de ces données et résultats statistiques sur les collectivités locales

C – <https://www.banatic.interieur.gouv.fr/V5/accueil/index.php/>

- Portail sur le suivi statistique des intercommunalités (groupements à fiscalité propre et syndicats de communes ou mixtes)
- Mis à jour par les préfetures
- Données de référence sur la composition communales des EPCI et sur leurs compétences

C2510	Aide sociale facultative
C2515	Activités sanitaires
C2520	Action sociale
C2521	Crèche, Relais assistance maternelle, aide à la petite enfance
C2525	CIAS
C2526	Maisons de santé pluridisciplinaires

- Site / application en cours de refonte

III – Les canaux d'information et de valorisation de ces données et résultats statistiques sur les collectivités locales

D – Données financières individuelles en open data

- Portail de l'OFGL (Observatoire des finances et de la gestion publique locales) :
<https://data.ofgl.fr/explore/?exclude.theme=INTERNE&sort=title>
 - Dépenses / recettes par poste comptable, collectivité par collectivité
 - Éléments sur les comptes consolidés

Conclusion

- La mobilisation de statistiques appropriées aide à comprendre les enjeux relatifs aux politiques publiques dans les territoires
- Précisément, l'examen des dépenses des collectivités locales en matière d'action sociale en Bourgogne-Franche-Comté est instructive :
 - en termes de part de l'action sociale dans les dépenses de fonctionnement des départements de BFC, tendance au rattrapage
 - contexte socio-économique de la BFC éclaire la situation des dépenses en action sociale des collectivités de BFC
- Utilisation d'outils d'information reconnus et documentés pour progresser collectivement dans la meilleure connaissance des situations locales avec le souci des comparaisons temporelles et spatiales

Merci de votre attention !

À vous...



luc.briere@dgcl.gouv.fr